

Face à la dégradation criante des routes, la nouvelle ergonomie du site Activ'Route facilite le signalement d'endroits dangereux aux responsables de l'entretien des voies

Un audit publié par le ministère des Transports lui-même signale le délabrement de 17 % des routes gérées par l'Etat : ce dernier n'a pas suffisamment investi dans l'entretien de ses routes, ce qui met en péril la sécurité des usagers. Grâce à son site Internet et son application « Activ'Route », la Ligue de Défense des Conducteurs met les autorités face à leurs responsabilités et les enjoint à rénover le réseau routier : avec cette communauté, les conducteurs signalent les emplacements dangereux qu'ils constatent sur leur route, et l'association transmet ces signalements aux autorités en charge de l'entretien des routes, afin qu'ils soient aménagés.



Les routes gérées par l'Etat, ne représentent qu'1,2 % du réseau mais sont les plus empruntées (18,5 % du trafic). Or chaque conducteur empruntant régulièrement son véhicule a déjà pu faire l'expérience du piteux état de ce réseau mais c'est maintenant un audit commandé par le Ministre des Transports lui-même qui vient de jeter un pavé dans la mare : 17 % des chaussées du *Réseau routier national non concédé* sont « gravement endommagées », auxquelles s'ajoutent 36 % de « chaussées moyennement endommagées »[\[1\]](#). Donc plus de la moitié (53 %) de ces routes manquent d'entretien ! En outre, un tiers des 12 000 ponts nécessitent des réparations, sans parler du mauvais état de nombreux panneaux de direction.

Face à la dégradation criante des routes, la nouvelle ergonomie du site Activ'Route facilite le signalement d'endroits dangereux aux responsables de l'entretien des voies



Les causes de cette situation inquiétante sont connues : alors que le gouvernement investit sans cesse dans de nouveaux radars, recrute à grands frais des chauffeurs privés pour conduire les voitures-radars partout en France, et que la répression routière lui rapporte pas moins d'1,8 milliard d'euros par an, les travaux routiers servent souvent de variable d'ajustement budgétaire. L'audit cité plus haut évalue ainsi, sur les dix dernières années, l'investissement annuel moyen de l'Etat dans l'entretien de son réseau routier à 666 millions d'euros, ce qui ne permet pas d'assurer la pérennité de ces équipements ; d'où des situations difficilement rattrapables. Ceci affecte la sécurité au point qu'il faille fermer à la circulation certains ponts et routes : le 15 mai 2018, l'affaissement du viaduc de Gennevilliers a ainsi entraîné la fermeture de l'autoroute A15.



Or à ce défi matériel, les politiques de sécurité routière répondent souvent par l'abaissement de la vitesse réglementaire, comme en témoigne la récente

Face à la dégradation criante des routes, la nouvelle ergonomie du site Activ'Route facilite le signalement d'endroits dangereux aux responsables de l'entretien des voies

généralisation du 80 km/h ; comme si l'Etat, tout à son rôle de sanction des infractions routières, était nettement moins rigoureux dans l'exercice de ses propres responsabilités, notamment le maintien en bon état des routes qui relèvent de lui. À rebours des solutions faciles, la Ligue de Défense des Conducteurs plaide pour la réhabilitation des trois piliers de la sécurité sur les routes : le conducteur, qui doit être davantage formé et responsabilisé ; le véhicule dont il faut encourager l'amélioration technique ; et, avant toute chose, les infrastructures (routes, signalisation...) qui nécessitent un entretien et un investissement régulier et soutenu. Pour conforter ce troisième pilier, la Ligue de Défense des Conducteurs a donc lancé en 2013 le site internet communautaire « Activ'Route », également disponible sous la forme d'une application pour téléphone portable (Android et Apple).

Activ'Route permet à tout conducteur de faire gratuitement et facilement le signalement d'un endroit dangereux sur la route, en y joignant une photo du lieu. Si ce signalement est pertinent, l'association se charge ensuite de le transmettre aux autorités responsables de la route en question. Celles-ci peuvent alors engager les réparations ou aménagements nécessaires. La Ligue de Défense des Conducteurs et l'ensemble des "activ'routeurs" favorisent ainsi l'amélioration des équipements de circulation, pour concourir à la sécurité de tous sur la route. Concrètement, les 2 366 activ'routeurs ont été à l'origine de 6 634 signalements dont 331 sont déjà résolus. Ce sont donc 331 endroits où le risque d'accident est désormais moindre. En cinq ans d'existence, c'est un résultat appréciable pour Activ'Route ! L'ergonomie de ce site a d'ailleurs été récemment améliorée pour faciliter la démarche des utilisateurs. Quant aux autres signalements, l'association ne les laisse pas dormir dans un tiroir : par des relances successives, la Ligue de Défense des Conducteurs maintient ces dossiers sous les projecteurs, de façon à ce qu'une solution y soit apportée.



Alors, vous aussi, devenez un activ'routeur ! Rendez-vous sur le site internet Activ'Route et regardez, sur la carte de France qui y figure, quels sont, dans votre département, les signalements d'endroits dangereux sur la route. Puis, si vous le souhaitez, créez un compte sur <https://www.activroute.org/> afin de signaler vous-même les chaussées à réparer ou les lieux à aménager. Vous participerez ainsi directement, avec la Ligue de Défense des Conducteurs, à l'amélioration du réseau routier, en incitant les autorités à entretenir leurs routes et en préservant la capacité de tous à circuler librement sur des routes en bon état !

Face à la dégradation criante des routes, la nouvelle ergonomie du site Activ'Route facilite le signalement d'endroits dangereux aux responsables de l'entretien des voies

[1] Bureaux d'études Nibuxs et IMDM, *Réseau routier national non concédé : résultats d'audits*, Dicom, Citizen Press, Ministère de la transition écologique et solidaire, juin 2018.